

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ETRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER 50 francs.

Organe de
défense nationale
des Peuples
du



CAUCASE { Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

La propagande bolcheviste	J. DE SOUBRAY
La Confédération du Caucase.....	D ^r MIR YACOB
Au Turkestan	JANAÏ
Michel Dragomanov (<i>suite</i>).....	L. LAMOUCHE
Les Finnois de l'Ingrie	TIÈRA
En Azerbaïdjan	H. MUNCHI
Revue de la Presse : <i>La Question Géorgienne au Sénat</i> <i>Tchécoslovaque. — Les Règles du Droit. —</i> <i>M. Rappoport. — Thémis qui n'ose pas.....</i>	

CHRONIQUE

Azerbaïdjan. — Caucase du Nord. — Ukraine. — Géorgie.

DIRECTION & ADMINISTRATION :
4, Villa Malakof — PARIS (16°)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

LA PROPAGANDE BOLCHEVISTE

Chroniquement, des échos de fusillades sur les rives du Dniester, de l'Araxe et du Syr Daria rappellent au monde civilisé qu'il se passe « quelque chose » dans les contrées soviétiques habitées par des allogènes. Mais ce monde ne prend guère intérêt à ces événements : il les relate à la troisième page de ses journaux, bien après les beaux crimes, les harangues sonores et les conférences du lac Léman.

Depuis trois lustres bientôt, il s'est fait à cette idée que seuls comptent les événements et catastrophes survenus sur son territoire ou sur celui de ses possessions. Une révolte au Maroc, un attentat aux Indes, un soulèvement dans le Haut-Nil suffisent à déterminer l'éclosion de myriades d'articles passionnés; une affaire comme l'exécution de Sacco et Vanzetti aux Etats-Unis peut déclencher une véritable émeute à Paris; tandis que la sanglante insurrection géorgienne de 1924, les exécutions en masse des kourkoul ukrainiens en 1930, sont signalés comme des faits divers sans importance, méritant bien moins d'attention que les exploits de coureurs cyclistes ou de boxeurs chéris de la foule.

Ainsi, en U.R.S.S., il peut se produire les drames les plus sombres sans qu'il en résulte au dehors de réactions sensibles; et si un Satrape rouge s'avisait d'élever une pyramide de crânes sous les fenêtres du Kremlin, la nouvelle, en admettant que la censure moscoutaire le laissât filtrer, n'éveillerait pas plus d'émoi durable que la disparition de Koutiepoïf rue Rousselet ou l'assassinat de Petlura rue Racine.

Il est admis que le pays du prolétariat conscient et de la fraternité organisée est aussi celui des sentences rigoureuses, des cours martiales et des exécutions sommaires. Nul n'a le droit de regard sur ce qui s'y passe, tandis que le Kremlin, le Guépéou et leurs services peuvent, à leur guise, amener l'opinion à propos de la moindre tragédie jouée en pays bourgeois.

Ce résultat appréciable est le fruit d'une propagande savamment organisée. Rendons-en cette justice aux Soviétiques. Après quinze ans d'entraînement, ils sont passés maîtres dans l'art d'exploiter les désordres provoqués par leurs propres agents; et, à une époque où tout est méthode, technicité, patience, labeur attentif, leur grande supériorité sur l'Occident est d'avoir « taylorisé » cette propagande comme un travail d'usine ou de laboratoire, de la confier à des spécialistes formés dans les instituts insurrectionnels de Tachkent et autres lieux, et d'opérer vis-à-vis d'une civilisation rivée à ses formules, à ses plans, à ses abstractions, comme les cavaliers parthes en farce des lourdes cohortes de Crassus.

Méthodes simplistes mais efficaces qui se sont affirmées, voici quelques mois, quand la presse européenne — une fois n'est pas coutume — voulut bien prêter une éphémère attention aux événements de l'Ukraine, et délégua vers les lieux où se succédaient des « actualités » dignes d'examen quelques-uns de ses rédacteurs à la plume prestigieuse.

Leurs récits confirmèrent les bruits qui couraient touchant le sort des infortunés riverains de la Roumanie. Ils dépeignirent l'exode des populations fuyant devant la famine et les « kolkhoses » comme leurs ancêtres fuyaient devant les horde hunniques; l'arrêt devant le Dniester et la barrière des sentinelles rouges; les négociations à l'orientale avec les soldats de Staline qui, parfois, ferment les yeux, mais bien plus souvent craignent d'enfreindre leur consigne en laissant passer les fugitifs. Alors, les hommes, femmes et enfants passent, en plein hiver, des nuits entières à la belle étoile, à la recherche des angles morts du barrage. Mais, les plans de feux sont bien établis. Leurs secteurs se recourent comme au front pendant la guerre de tranchées; et, au moindre bruit, les mitrailleuses crépitent, fauchant les vagues des émigrants qui à l'aube parsèment de leurs cadavres la surface glacée du fleuve, tandis que les fugitifs préservés par un heureux destin, atteignent transis de froid et de peur, les gîtes préparés par le Gouvernement roumain où les reporters s'en viennent les voir, les confesser et les photographier.

Si, au lieu de se dérouler en pays rouge et d'avoir comme victimes des sujets de Staline, pareilles tragédies se jouaient sur la rive opposée, on imagine sans peine les clameurs qui s'élèveraient dans le camp soviétique. « Haro sur le colonialisme assassin ! » les bourgeois mitraillent les ouvriers et paysans qui veulent fuir leur abject régime !..., etc... Toutes les feuilles bolchevistes et probolchevistes du monde se pareraient de manchettes incendiaires; et, le vocabulaire oriental prêterait à leurs rédacteurs le concours de ses métaphores et hyperboles multicolores pour les aider à flétrir d'une plume vengeresse ces crimes de lèse-humanité. Les films et hauts-parleurs de l'Union soviétique, duement mobilisés, retraceraient, en les exagérant comme il convient, ces péripéties sanglantes; et dans l'univers les prolétariats inquiets se demanderaient si des faits aussi bien articulés ne sont point véridiques et si la doctrine collectiviste n'est pas au fond la seule capable de régénérer un monde rempli de telles horreurs.

Moscou un instant parut craindre que le retentissement donné durant quelques jours aux fusillades du Dniester par la presse bourgeoise ne provoquât des réactions de ce genre contre ses procédés.

Appréhension chimérique ! Pour dissiper ses alarmes il lui suffit, une fois de plus, d'emboucher sa trompe des grands jours, de nier l'évidence, d'accuser les accusateurs, et après l'inévitable appel aux prolétaires du monde entier, de parler de manœuvres policières, de provocations organisées, de machinations de « bandits à plume »..., etc. Enfin, comme il fallait bien donner une explication aux cadavres photographiés sur la patinoire sinistre du Dniester et aux troupeaux de paysans fugitifs, voici la version fantasmagorique que la *Pravda* donna des événements à ses benoîts lecteurs :

« Des émissaires envoyés de Bucarest en Moldavie soviétique parvinrent à décider de candides paysans à quitter les villages, où sous le signe de la Faucille et du Marteau, ils menaient une existence fortunée. Ces malheureux ignorant les affres de l'enfer bourgeois, décidèrent de s'y rendre. A la frontière ils se heurtèrent aux gardes rouges qui, fraternels comme de coutume, cherchèrent à les dissuader de leurs funestes projets.

« Mais excités par les koulaks, ces démons du paradis soviétique, ils tentèrent de passer de force et firent même feu sur les sentinelles... »
« Longanimes, celles-ci s'abstinrent de riposter. Mais pendant la nuit, la gendarmerie roumaine assassina un certain nombre d'ouvriers bessariens et transporta leurs cadavres entre les lignes pour faire croire que l'exode des Moldaves avait été marqué de massacres... »

Cette thèse, invraisemblable comme un conte de Perrault, rencontra nombre de sympathisants et de militants disposés à l'admettre et à la diffuser; si bien que le bon public, assourdi par ces clameurs, cessa de réagir, renonçant une fois de plus à essayer de percer les mystères de la Soviétie, plus troublants que ceux d'Eugène Süe, et à discerner ce qui se passe derrière la grande draperie rouge tendue par l'impresario soviétique devant son immense théâtre.

Et puis, comme notre époque, si férue cependant de concepts humanitaires, n'est plus celle de Chio et de Missolonghi, comme les poètes n'accordent plus leurs lyres et les phalanges de volontaires ne s'assemblent plus pour apporter à des populations opprimées l'appui de leurs bras et le réconfort de leurs strophes, l'élite pensante cessa bien vite elle-même de prendre intérêt à la lutte des populations dressées contre leurs « tyrans », l'oubli se fit sur les « incidents » d'Ukraine comme jadis sur les « incidents » de Géorgie, tout retomba dans le grand silence blanc qui enveloppe les choses russes depuis l'hiver politique commencé il y a quinze ans.

Encore une fois, la propagande bolcheviste avait partie gagnée avec des moyens dont l'étonnante puérité fera sans doute l'émerveillement des générations futures, triomphant sans combat d'un adversaire enclin à la sentimentalité déclamatoire, et au rebours des rusés disciples de Lénine, toujours disposé à soumettre l'objet au sujet, la réalité à l'abstraction.

Les Russes blancs, inconsciemment ou non, se hâtèrent d'ailleurs de corroborer la thèse bolcheviste et réunis à Paris sous la présidence de M. Kerenski, sous couleur de stigmatiser la sauvagerie moscoute, ils contribuèrent à égarer l'opinion, en passant sous silence la raison profonde de ces tragédies; leurs orateurs ne risquèrent aucune allusion à l'effervescence sourde qui couvait en Ukraine comme dans les autres pays peuplés d'alogènes; et ils laissèrent même leurs contradicteurs bolchevistes parler de l'existence d'un sentiment particulariste chez les Moldaves de Bessarabie, et évoquer le retour d'une province très chère dans le giron de la toujours sainte Russie. Pour un peu, les tortionnaires se fussent trouvés non au Kremlin, mais à Bucarest !

Ainsi tenu dans l'ignorance, le public occidental continue à ne pas entrevoir le côté politique des affaires russes; il croit, comme toujours, qu'il s'agit sur le Dniester et ailleurs, d'un simple événement social, négligeant de prêter la moindre attention, comme au temps de Koltchak et de Denikine, à la question ethnique, cette pierre de touche du régime actuel comme de l'ancien.

Il ne voit pas la corrélation étroite entre l'exode des Ukrainiens et deux autres exodes non moins significatifs. Ceux des Allemands de la Volga il y a deux ans et celui des colonies mormones il y a six mois. Chacun de ces groupements préfère quitter des domaines florissants et cultivés avec amour depuis des générations plutôt que de se plier aux fantaisies, décidément insupportables, du régime des kolkhoses; mais, au lieu de partir par la petite porte et de courir les risques de l'escapade comme les infortunés ukrainiens, il quitte la Soviétie avec les honneurs de la guerre, accompagné

33777



des bénédictions soviétiques et escorté de sections du Guépéou; car il a la chance, au rebours des Moldaves, de posséder un protecteur puissant : en l'espèce, Berlin.

Le public ne s'avise pas davantage de rapprocher les événements du Dniester, d'autres tout semblables ceux-là par leurs angoissantes péripéties, et qui se déroulent six mois auparavant à l'extrémité septentrionale de la frontière immense et presque rectiligne du pays soviétique en Europe : les tentatives des paysans de Carélie pour aller rejoindre leurs frères finlandais; les autorités soviétiques les déportent en masse et installent à leur place des colons grands-russes ou des prisonniers politiques, chargés de couper leurs forêts et de fournir ainsi à bon compte le bois du plan quinquennal.

Genève, il est vrai, est chroniquement saisi de ces diverses aventures par les doléances des victimes; mais comment leur prêter créance, quand à sa tribune même, le grand aéropage international applaudit aux plaidoyers humanitaires de M. Litvinoff et à ses véhémentes apostrophes en faveur du désarmement général et de la confraternité universelle. Aussi se contente-t-il de classer, la plupart du temps, les doléances des victimes dans ses immenses archives en ouvrant à la cantonade une discussion académique et timide sur leur bien-fondé à invoquer tel ou tel article du Covenant.

Ainsi, sous l'effet admirable d'une propagande merveilleusement organisée, l'Europe continue à tout ignorer des efforts déployés par les allogènes de la Soviétie pour conquérir leur liberté, même quand une révolte grave dans les régions montagneuses du Caucase et du Turkestan nécessite l'intervention de divisions entières et de dizaines de brigades du Guépéou.

Mais si Moscou donne de la sorte si aisément le change aux Occidentaux candides, grâce à ses méthodes, ses émissaires, et aux Russes blancs intéressés eux aussi à représenter la question ethnique comme inexistante dans leurs pays, il ne se fait pas illusion sur la fragilité de son Empire : colosse aux pieds d'argile comme le tsarisme aux plus beaux jours de Tsarkoïe Sielo.

Averti par son réalisme, il observe que si du chaos complexe où se débat le monde, une vérité d'ordre expérimental, reste debout au milieu du fatras de tant de contre-vérités, c'est bien que les peuples en mal de liberté arrivent tôt ou tard à leurs fins. Une fois le sentiment ethnique éveillé chez l'élite, l'idée gagne peu à peu la masse entière, par l'effet d'un phénomène inéluctable comme celui de la cristallisation en physique. Il y a, qu'on le veuille ou non, une unité dans l'Histoire, une logique dans ses faits, une trame dans sa tapisserie. La question de l'Autriche-Hongrie réglée, à tort ou à raison, suivant le principe des nationalités, il n'y a plus place en Europe pour un Empire disparate comme celui des Soviets, basé comme l'ancienne monarchie bicéphale sur l'hégémonie d'une ou deux races. Tôt ou tard il en adviendra du gouvernement du Kremlin ce qu'il en est advenu du gouvernement de l'empereur Charles en 1918.

Cette évidence, les soviets l'ont sans cesse présente à l'esprit malgré leurs rodомontades. Et, quand ils tressaillent au moindre cliquetis d'armes à Varsovie, Bucarest ou Tsitsikar; quand leur presse apeurée donne de la voix à chaque mouvement des troupes japonaises dans l'Heilung-Kiang, c'est que, malgré leur confiance ostentatoire en la valeur de l'armée rouge, ils savent qu'au premier coup de canon tiré en Europe ou en Extrême-Orient, les 80 millions d'allogènes soumis à leur férule se précipiteront aux barreaux de leurs geôles pour tenter de les briser.

Mais, encore une fois, le danger de cette force latente, la propagande soviétique réussit si bien à la camoufler qu'on ne discerne rien derrière le velum rouge, pas plus naguère que derrière le velum tsariste. La Russie une et indivisible, thème favori des monarchistes, kérinkistes et staniliens, demeure aussi bien un dogme pour la quasi-totalité des hommes d'Etat occidentaux; persuadés les uns et les autres de l'inexistence du problème des nationalités en Bolchevie. Dogme d'autant plus révééré qu'il s'allie fort bien avec les tendances de l'époque, avec la politique du « wait and sec » ou politique du fil de l'eau où l'esquif un peu délabré de la civilisation contemporaine se laisse aller, avec l'espoir que des courants favorables le porteront enfin vers un hâvre fortuné.

Avec une époque ainsi amie du moindre effort et du fait accompli, les peuples allogènes de Russie n'ont guère espoir qu'on s'intéresse à leur cause. La propagande soviétique couvre, sans grand effort, le bruit de leurs voix et de leurs chaînes; et l'Opinion, cette déesse contemporaine, ne daigne pas s'occuper de ceux qui souffrent dans l'ombre et le silence. Un Franklin de nos jours ne ferait plus recette. On le considérerait comme un imposteur et un trublion; et dans la coulisse, on lui enjoindrait peut-être de mettre un terme à ses placets et doléances.

Le destin se plaît à infliger, chaque jour, de cinglants démentis aux affirmations généreuses et aux conjectures optimistes. Chacun pour soi. Dans la dure lutte pour l'existence que se livrent aujourd'hui les peuples il n'y a plus place comme jadis aux entr'aides mutuelles et aux apitoiements sur le sort des faibles, des petits, des opprimés.

« Les prophètes désarmés périront » : la maxime de Machiavel récemment rappelée par le Duce au cours d'une de ses harangues enflammées, est plus que jamais vraie. Quelle que soit la bonté de sa cause et la justice de ses revendications, un peuple ne peut compter que sur lui-même pour faire valoir ses droits et les succès remportés par les méthodes bolchevistes comportent une grande leçon. On n'arrive à rien sans plan précis et positif, sans une parfaite coordination des efforts et des concessions parfois pénibles; mais dès que le succès se dessine, et que la publicité s'en mêle, on est sûr que l'Univers, indifférent aux systèmes de résistance passive préconisés par le doux Gandhi, se hâte d'entériner les actes du vainqueur, et au besoin de voler à son secours.

J. DE SOUBRAY.



LA CONFÉDÉRATION DU CAUCASE

L'attention de l'émigration est en ce moment fixée sur l'idée du Pacte de Confédération qui sera bientôt signé par les peuples du Caucase. Le projet de ce pacte, objet d'une préparation méthodique et d'un examen sérieux est d'ores et déjà accepté par les organes compétents des peuples du Caucase; sa signature n'est plus qu'une question de jours. Cet accord est appelé à jouer un rôle important dans la marche de l'histoire des peuples qui l'auront signé, attendu qu'il touche à des questions économiques aussi bien que politiques. Il va de soi, que les forces matérielles, comme le démontre le projet, seront unies afin de mieux défendre l'unité du Caucase en tant qu'Etat. Ainsi, comme on peut le voir, après la signature du Pacte et sa publication, l'orientation politique des peuples signataires recevra son rythme et sa coordination. Nous ne pensons pas nous tromper si nous disons que cette union est le résultat de l'ordre des choses, de la marche des événements, plutôt que la volonté des hommes qui ont préparé cet acte.

L'idée d'une Confédération caucasienne n'est pas nouvelle. Depuis le jour où se manifesta la conscience nationale des peuples du Caucase, cette idée errait dans l'esprit de certains hommes politiques et l'on sait même qu'en 1918 un essai de réaliser l'unité entre trois peuples de Transcaucasie : Azerbaïdjanais, Arméniens, Géorgiens, fut tenté. Mais les conditions qui s'offrirent à l'époque ne favorisèrent point la réalisation et le développement de cette idée. Le fait est qu'après la chute du régime tsariste et l'effondrement de l'Empire russe, chaque nationalité proclama son indépendance, comptant bien qu'on peut vivre isolément. Cela paraissait tout naturel, attendu que les peuples du Caucase au cours de cette période traversaient une époque de romantisme, rêvant de vivre de leur propre vie nationale, isolée politiquement et économiquement de leurs voisins. Pour eux, la création d'un Etat indépendant était un but : c'était là un genre de mysticisme politique, mais d'autres facteurs et éléments étaient indispensables pour l'existence d'un Etat indépendant, facteurs et éléments qui ne furent point pris en considération. Cette triste expérience démontra que pour une existence indépendante il est un facteur rigoureusement indispensable : c'est le facteur économique. Le territoire d'une nationalité quelconque au point de vue économique apporte son concours aux possibilités d'une autre. En outre, les événements ont démontré, disons même au point de vue de la défense de l'existence physique, que les peuples du Caucase doivent être unis. L'on ne saurait nier, évidemment que ce groupe de nationalités du Caucase, entièrement indépendantes entre elles, ne soient liées par des intérêts communs, des traditions et des conceptions communes façonnées au cours des siècles d'une vie en commun et possédant les mêmes notions de morale. Tout cela constitue une force capable de diriger leur travail commun. Que serait-il advenu si cette unité s'était faite il y a 14 ans ? L'histoire du Caucase aurait bien pu, sans doute, prendre une tout autre direction et les peuples du Caucase ne se trouveraient point de nos jours dans des conditions si infernales. A cette époque, alors que l'armée

rouge marchait sur le Caucase, chacune des républiques caucasiennes voulait pouvoir défendre à elle seule ses frontières. Le manque de coordination des forces permit aux bolcheviks de les absorber l'une après l'autre : ce fut d'abord le tour du Caucase du Nord, ensuite de l'Azerbaïdjan, puis de l'Arménie et enfin de la Géorgie. Mais il en est tout autrement de nos jours. Les informations qui nous parviennent du pays montrent que les peuples du Caucase conscients de la force que présente leur unité, luttent ensemble contre l'impérialisme rouge. Et c'est pour renforcer et pour développer cette idée de lutte en commun des peuples du Caucase que les hommes politiques responsables ont élaboré ce Pacte d'union qui servira de base pour le travail politique en perspective aussitôt après la libération du Caucase du joug bolchevik.

Ainsi que nous venons de le dire, l'union des peuples du Caucase, de tous les peuples qui sur place, luttent contre le joug bolchevik est un fait accompli et la signature du Pacte de Confédération par les hommes politiques de l'émigration n'est autre que la consécration officielle de cette union. Le fait que les peuples du Caucase ont reconnu la nécessité de s'unir dans la lutte pour leur indépendance et pour la défense de leur droit au libre développement ultérieur, explique l'idée du Pacte et sa réalisation éventuelle lorsque les forces étrangères qui oppriment le Caucase seront brisées.

L'idée même de ce Pacte témoigne du désir qui s'est emparé des peuples du Caucase de s'unir pour obtenir et pour défendre leur droit à l'indépendance afin de pouvoir, ainsi unis, assurer leur collaboration réciproque pour le développement et le progrès de leur pays : le Caucase.

Il ressort de ce qui vient d'être dit que le fait de constituer une Confédération caucasienne n'implique pas des idées agressives contre les voisins immédiats du Caucase, bien au contraire, de tout temps les peuples du Caucase ont proclamé l'idée d'une coexistence pacifique et d'une collaboration avec les voisins.

Nous ne doutons pas que la signature du Pacte d'union caucasienne à un moment si tragique pour les peuples du Caucase, ne soit une nouvelle étape pour le développement de la question du Caucase et qu'elle n'ouvre une nouvelle page dans l'histoire de la lutte des peuples du Caucase pour leurs droits les plus sacrés.

D^r MIR YACOB.



Au Turkestan

De temps à autre, le pouvoir soviétique contrôle les actes de ses agents locaux et de ses administrations et chaque fois il apparaît que ces agents et ces administrateurs « se font les complices des ennemis de classe », c'est-à-dire que les uns et les autres excitent la population, créent un terrain favorable à des excès qui se traduisent par l'assassinat de travailleurs du parti et de fonctionnaires. C'est ainsi que toutes sortes de commissions et de brigades de contrôle ont commencé à fonctionner dans les différentes parties du Turkestan. Des comptes rendus ont commencé également à paraître dans les journaux sur les résultats des enquêtes. Certains d'entre eux sont à ce point intéressants et concluants pour le régime soviétique qu'il a paru nécessaire de les reproduire sans qu'il soit besoin de les commenter.

Voici donc les résultats de l'enquête faite dans la République du Turkmenistan, laquelle, hâtons-nous d'ajouter, est considérée comme exemplaire en ce qui concerne les différentes tâches à remplir et leur exécution.

L'ordonnance de la section financière de Saïat adressée aux Soviets d'Aoul est ainsi libellée :

« Par la présente la section financière du rayon informe que dans le cas de non-paiement du « cultsbor » (impôt culturel), de l'impôt sur l'économie rurale, sur les assurances, etc., les sommes à percevoir seront récupérées dans leur entier par voie de contrainte. Peuvent être saisis et vendus aux enchères par les Soviets de village, le bétail, les effets de valeur jusqu'à concurrence de la somme due. Le surplus sera rendu aux débiteurs. S'en tenir strictement à l'ordonnance et faire rentrer lesdits impôts des gens des kolkhoz retardataires par voie de choc. La non-exécution de l'ordonnance donnera lieu de la part des Soviets de village à des poursuites. Les opérations doivent être terminées au plus tard le 15 avril. »

L'ordonnance porte la signature du vice-président du Comité exécutif du rayon de Saïat, M. Tipiline.

Ce remarquable document a été publié dans le journal d'Achkhabad, *Tourkmenskaïa Iskra* du 7 juin, c'est-à-dire sept semaines après qu'il a été exécuté « par voie de choc ». Les gens de la tribu de Saïat se plaignirent bien en leur temps aux autorités, ils protestèrent bien contre les actes du Comité exécutif du rayon, cause de la ruine de nombreux paysans turkmènes, mais les autorités restèrent sourdes à leur appel. Maintenant, lorsque le but est atteint, que taxes et impôts sont rentrés et que la population de tout un rayon est à ce point ruinée qu'il lui est impossible de remplir « aucune autre tâche de choc » et « aucune autre fourniture obligatoire », les bolcheviks se sont ressaisis, ils ont alors trouvé un coupable dans la personne de certain Tipiline que l'on accuse aujourd'hui d'avoir donné un ordre de caractère « provocateur ».

En ce qui concerne le travail de coopération au Turkestan, les journaux soviétiques racontent eux-mêmes des choses véritablement anecdotiques. Ce même journal, *Tourkmenskaïa Iskra* informe, dans le même numéro, que l'Association des consommateurs du rayon de Tchardjouï ayant amassé 46.122 roubles sous forme de marchandises, distribua de

l'étoffe, des chaussures (bottes molles et galoches) si étrangement assorties que les gens des kolkhoz durent les refuser. Et maintenant les gens se trouvent sans argent et sans marchandises.

« A Khodja Kala, la section « Tourkmen-Torg » livre du beurre aux gens des kolkhoz, conformément à certaine convention dans le cas seulement où ces kolkhoziens s'engagent à prendre obligatoirement pour 3.000 roubles de marchandises manufacturées pour chaque tonneau de beurre... »

L'exemple suivant, emprunté aux journaux d'Achkhabad, montrera ce que l'on donne et comment on donne dans les boutiques coopératives, c'est-à-dire dans les seuls endroits où il est possible d'acheter quelque chose : le kolkhoz « Tese Goutch » (Nouvelle Force) a reçu de la coopérative une quantité telle de marchandises qu'après avoir procédé à leur répartition, les gens du kolkhoz ont reçu 1/25^e de mètre, c'est-à-dire 4 centimètres, 10 grammes de thé et 25 grammes de savon.

Le seul « commentaire légal » qu'on puisse faire ou, pour mieux dire, qu'on doive faire, c'est que le journal précité, comme du reste les autres journaux du Turkestan, ne cesse de signaler « l'extrême sympathie » que manifesteraient les habitants du Turkestan « pour les kolkhoz et la coopération. »

II

« POUR LA PURETE DE LA THEORIE MARXISTE-LENINISTE DANS L'ENSEIGNEMENT »

Les journaux soviétiques donnent des informations sur les méthodes d'enseignement dans les écoles du Turkestan à ce point étrange que si elles étaient publiées dans des organes de presse autres que les organes soviétiques, personne n'y croirait. Il y a quelque temps, le *Kzyl Uzbekstan*, de Tachkent, signalait le cas d'une institutrice qui enseignait aux enfants à jouer du chalumeau. A la question posée par l'inspecteur primaire du secteur, ladite institutrice, en fonctions depuis deux ans, répondit qu'elle « enseignait aux enfants à jouer du chalumeau du fait qu'elle-même ne savait ni lire ni écrire. » Elle n'avait d'autre titre à ce poste que le fait d'être membre du parti.

La question des instituteurs ignorants a fait l'objet d'articles dans les journaux. D'après les statistiques, plus de 80 % des instituteurs primaires sont presque illettrés; c'est à peine s'ils peuvent lire et écrire. Et ce n'est pas seulement dans la périphérie, mais dans les grands centres même du Turkestan.

Ne pouvant compter sur le personnel indigène enseignant, les bolcheviks envoient au Turkestan divers instructeurs et instituteurs de la Russie centrale chargés de cours de sociologie (la plus importante « des sciences » pour bien comprendre la théorie marxiste-léniniste).

Au moment de la campagne contre l'exécution en Amérique de Sacco et Vanzetti, des agitateurs éprouvés dans la diffusion des théories léninistes parmi le peuple furent envoyés au Turkestan. Le journal de Tachkent,

Za Partiyou, publiait le discours de l'un de ces « agitateurs des grands centres », prononcé au cours d'une réunion publique à Tachkent. L'orateur disait : « *Camarades ! les lords américains ont résolu de faire asseoir nos camarades Sacco et Vanzetti sur la chaise électrique. Savez-vous ce que cela signifie ? — Cela, camarades, signifie que les lords américains ont résolu d'électrocuter la classe ouvrière...* »

L'institutrice illettrée qui apprenait les enfants à jouer du chalumeau au lieu de leur apprendre à lire et à écrire, l'agitateur des grands centres qui parlait de l'intention des lords américains d'électrocuter la classe ouvrière sont des faits qui appartiennent au passé, dira-t-on. L'on serait tenté de croire qu'ils n'existent plus. Or, voici que l'on apprend que la question de la formation des « cadres marxistes-léninistes » au Turkestan est loin de donner satisfaction. Le *Kzyl Uzbekstan*, de Tachkent, relate dans l'un de ses derniers numéros qu'à l'*Université communiste d'Asie centrale du nom de Lénine* l'on vient de découvrir des étudiants... totalement illettrés, c'est-à-dire qui ne savaient ni lire ni écrire ! (*Kzyl Uzbekstan* du 24 avril). Il convient de remarquer que cette Université a pour but essentiel de préparer des cadres allogènes possédant une instruction marxiste-léniniste et que leur entrée dans cette Université est subordonnée à certaines difficultés : le candidat doit tout d'abord prouver qu'il n'a pas moins de deux ans de stage dans le parti et, en outre, qu'il a effectué certain travail de parti. L'on se demande donc comment des gens totalement incultes peuvent ainsi entrer dans les murs d'une Université de parti aux règlements si rigoureux. C'est là le secret des chefs de la doctrine marxiste-léniniste.

Une situation « si anormale » a incité le pouvoir soviétique au Turkestan à contrôler les programmes scolaires et à se rendre compte par lui-même de la manière dont se faisait l'enseignement dans les écoles secondaires. Une conférence des professeurs de disciplines sociales dans les établissements secondaires fut dès lors organisée à Tachkent. Les rapports de MM. les « professeurs » soviétiques révélèrent une situation peu enviable faite à l'enseignement marxiste à l'école. La *Pravda Vostoka*, de Tachkent, (9-6) cite quelques passages des travaux de la conférence. Chaque ligne parue dans le journal de Tachkent laisse entendre le son du chalumeau de l'institutrice illettrée; dans chaque ligne apparaît « l'électrocution de la classe ouvrière par les lords américains » et comme complément à cet « enseignement marxiste-léniniste », se dresse devant vous la figure de l'étudiant qui ne sait ni lire ni écrire de l'Université rouge de Tachkent.

Laissons de côté « l'absence de caractéristique du trotskisme au point de vue du parti révélée à la Conférence, en tant que détachement avancé de la contre-révolution mondiale, l'absence de netteté dans la démarcation entre l'économie capitaliste et socialiste ». D'autant plus que le journal de Tachkent s'abstient d'en parler. Vraisemblablement, les explications données sur le « trotskisme » n'ont pas été jugées satisfaisantes...

L'un des professeurs, Mme Vésélanskaïa raconte que dans une école le thème suivant avait été donné aux élèves : « *Des fondements de l'économie socialiste* ». Il faut avoir en vue qu'il est question d'une école secondaire, que le thème consistait à répondre à la question : « *De quels matériaux sont construits les fondements de l'économie socialiste ?* » Les élèves discutèrent longtemps avec vivacité. Ils donnèrent même des citations de Marx, de Lénine, de Staline, des résolutions de la XVII^e Conférence du parti; cette Bible habituelle des gens du parti. L'école se partagea en deux groupes : l'un de ces groupes s'efforçait de démontrer, en s'appuyant sur

des citations faisant autorité, que les « *fondements de l'économie socialiste reposent sur des briques* », alors que l'autre groupe, se basant sur ces mêmes citations, accusait le premier groupe de ne pas comprendre suffisamment la question et prétendait que les « *fondements de l'économie socialiste, tout en reposant, en effet, sur des briques, sont, en outre, enduites de ciment...* »

Mais n'allons pas plus avant et pensons un peu aux faits qui viennent d'être cités.

Peut-on admettre que dans un pays où les kolkhoziens, classe la plus privilégiée d'entre la population, laquelle reçoit des coopératives 4 centimètres d'étoffe par personne, 10 grammes de thé et 25 grammes de savon, une crise industrielle n'existe point ?...

Peut-on admettre que dans un pays où l'on compte des illettrés dans les Universités, des étudiants ne sachant ni lire ni écrire, l'éducation, l'enseignement soit en progrès ?

Et est-ce que ces jeunes écoliers des écoles secondaires soviétiques qui discutent entre eux sur la question de savoir si les fondements de l'économie socialiste reposent sur de simples briques ou sur des briques enduites de ciment, ne nous disent point suffisamment où en est exactement la situation de tout le système soviétique, c'est-à-dire de l'état d'ignorance et d'hypocrisie de MM. les dictateurs rouges vantant l'empire du socialisme sous la dictature soviétique ?

« Si la grenouille en avait la possibilité, elle ne manquerait pas de transformer le monde en marécage », dit un proverbe du Turkestan, et cela « afin d'y coasser plus aisément ». Il en est ainsi de MM. les bolcheviks de Moscou, lesquels voudraient bien transformer le monde en « marécage rouge », où ils pourraient plus à leur aise coasser et discourir sur « l'électrocution de la classe ouvrière par les lords américains » et sur « les fondements de briques de l'économie socialiste ».

JANAÏ.



Michel Dragamanov

1841-1895

(Suite)

Il s'était d'abord arrêté à Vienne, mais la liberté d'écrire n'était pas assez complète en Autriche et il décide de se fixer à Genève où il trouva une ambiance particulièrement favorable à ses idées. La libre et intellectuelle cité du Léman devint pour lui et pour sa famille une seconde patrie où, sans autres interruptions que de courts voyages à Paris ou en Italie, il résida jusqu'à l'automne de 1889.

Dragomanov n'avait pas été sollicité d'enseigner à l'Université de Genève, et, plus tard, après sa mort, lorsqu'une inscription commémorative fut inaugurée sur la maison qu'il avait habitée, les autorités cantonales exprimèrent le regret de n'avoir pas fait appel à sa science et à son talent de professeur. Mais il s'intéressait vivement aux étudiants, surtout à ceux de nationalités slaves. Il les recevait volontiers chez lui, et ses conversations, ses conseils exercèrent sur certains d'entre eux, une profonde influence. Ce fut le cas, en particulier, pour le futur professeur de l'Université de Sofia et Ministre de l'Instruction Publique, Ivan Chichmanov.

« Je suis persuadé, dit M. Alexandre Choulguine, dans l'article nécrologique que la revue Trizoud, ukrainienne de Paris, *Le Trident*, consacra en 1928 au professeur bulgare, qu'aucun des professeurs dont Chichmanov suivit les cours dans les Universités allemandes n'a laissé dans son âme des traces aussi profondes que Dragomanov. Aucun n'a eu une telle action sur ses méthodes scientifiques et sa vue du monde. » En 1888, Ivan Chichmanov avait, comme il a été dit en commençant, épousé Mlle Lydia, fille aînée de Dragomanov, laquelle, après la mort prématurée de son mari, s'occupe de mettre au point les œuvres inachevées ou inédites du professeur trop tôt disparu et en même temps de faire publier la correspondance de son père.

En 1889, le Gouvernement bulgare après avoir organisé, sur de larges bases, les enseignements primaire et secondaire, se préparait à instituer l'enseignement supérieur sous la forme modeste d'une *Ecole Supérieure* (*Visché Outchilichté*) comprenant les deux facultés des lettres et des sciences, qui, ouverte le 1^{er} janvier 1889, devint, vingt ans plus tard, l'Université de Sofia.

La chaire d'histoire générale à la Faculté des lettres fut offerte à Dragomanov qui accepta, et conclut avec le Ministère bulgare un contrat de trois ans, prolongé ensuite jusqu'à une durée totale de sept années.

L'hostilité tenace du gouvernement russe à l'égard du grand penseur libéral le suivit jusqu'en Bulgarie et, en 1891, des démarches furent faites à Sofia pour obtenir son éloignement. Heureusement, le gouvernement bulgare de cette époque, présidé par l'énergique et patriote Stéfan Stambolov, était peu disposé à se soumettre aux injonctions de Saint-Petersbourg. Dragomanov conserva sa chaire.

Mais, dès 1890, il avait ressenti les premiers symptômes d'une maladie qui fut diagnostiquée un anévrisme de l'aorte. Malgré les souffrances qu'il

en éprouvait, il ne ralentit aucunement son activité, il écrivit autant et, peut-être, plus qu'auparavant, et continua ses cours jusqu'au dernier moment : il fit sa dernière leçon le jour même de sa mort, le 20 juin 1895.

Il s'éteignait ainsi, prématurément, à 54 ans, ayant passé en exil plus du tiers de sa vie.

Il avait eu, heureusement, la consolation de vivre ses dernières années dans un pays hospitalier et sympathique, dans un pays slave, libre et démocratique, entouré du respect et de l'affection de tous les intellectuels bulgares, reconnaissants aux professeurs étrangers du concours qu'ils apportaient à la régénération de leur pays.

Doué d'une mémoire prodigieuse, savant d'une conscience et d'une patience à toute épreuve, Dragomanov fut, en même temps qu'un écrivain de premier ordre, historien, philosophe, folkloriste, un homme politique de haute valeur, orateur brillant et persuasif, véritable apôtre de la liberté et de la justice.

Son œuvre écrite est immense et extrêmement variée, mais aussi très dispersée, car en dehors de ses livres ou brochures et de sa collaboration régulière à des revues dont il était l'inspirateur, comme la *Hromada* à Genève, et le *Narod* à Lviv, il a écrit d'innombrables articles dans d'autres publications périodiques et dans des journaux. Son activité littéraire, commencée à 20 ans, en 1861, n'a été arrêtée que par sa mort; elle avait duré 34 ans.

Mais au milieu de cette étendue et de cette variété d'activité, nous voyons une route nettement tracée, dont Dragomanov ne s'est jamais écarté.

L'amour de son peuple et de la liberté marquait le but vers lequel il a constamment tendu.

Il était profondément démocrate et même socialiste, mais il n'envisageait qu'une évolution sociale progressive, non une révolution violente. Même, il considérait qu'en Russie, le socialisme ne pouvait, à son époque, être qu'une utopie irréalisable. La première tâche était la conquête de la liberté politique et l'établissement d'un régime constitutionnel. Pour lui, la constitution de la Russie devait être nécessairement fédérative. Et en cela, il était un précurseur, car si, dans le régime actuel de la Russie, quelque chose peut être approuvé, c'est précisément l'autonomie, malheureusement plus apparente que réelle, conférée par la révolution aux différents peuples de l'immense pays qui fut l'Empire des Tsars.

C'est bien à tort qu'on a voulu en faire un partisan des méthodes terroristes. Il les a, au contraire, toujours condamnées et plusieurs de ses écrits sont formels à ce sujet.

Malgré l'amour ardent qu'il professait pour son peuple, Dragomanov n'était pas, en réalité, nationaliste. Il reconnaissait les droits de tous les peuples et condamnait énergiquement toute oppression d'une nation par une autre. Dans ce cas, seulement, il admettait une lutte, même violente pour la libération d'un peuple opprimé.

Profondément consciencieux, il n'acceptait pas que l'on voulût imposer de force, sous des prétextes tels que la communauté de langue ou les faits historiques, une nationalité à un peuple qui ne la désirait pas. C'est ainsi qu'il blâma les Allemands d'avoir pris de force l'Alsace, en prétendant que les Alsaciens étaient leurs frères de race et de langue. « Ah ! la belle fraternité, écrivait-il en 1891, qui s'affirme contre la volonté d'un peuple. »

Il s'intéressait, d'ailleurs, à tous les mouvements tendant à la renaissance d'une nationalité. Il consacra en 1875, dans le *Věstník Evropy*, deux

articles, au mouvement néo-celtique, c'est-à-dire breton, et à la renaissance provençale en France.

Il fut équitable même à l'égard de ceux qu'il devait croire hostiles à son propre peuple. Son attitude en ce qui concerne les Polonais lui attira une certaine hostilité de la part de ses amis qui l'accusèrent de cosmopolitisme. Il n'était pas cosmopolite, il était humain et cherchait avant tout la justice.

Il savait reconnaître et défendre la vérité en toutes circonstances. Une revue galicienne ayant nié la valeur de la littérature russe, il affirma au contraire, et démontra éloquemment, la grande importance des œuvres littéraires russes au point de vue de la civilisation générale.

Dans une importante suite d'articles publiés en 1872 dans le *Věstnik Evropy*, au cours de son premier voyage en Occident : « La politique orientale de l'Allemagne et la russification », Dragomanov montra que le système de centralisation à outrance et de russification, appliqué par la Russie dans ses provinces occidentales était, consciemment ou inconsciemment, l'allié de la poussée allemande vers l'Est, car elle affaiblissait la résistance des Polonais à la germanisation.

Il s'intéresse aussi à la situation des Israélites, auxquels il consacre un article dans le *Věstnik Evropy*, en 1875 : « Les Juifs et les Polonais dans la région du Sud-Ouest ».

Dans une de ses œuvres les plus caractéristiques, « *Idées originales* », ou plus exactement, « *Pensées étranges*, pour le gouvernement de l'Ukraine », publiée pour la première fois en 1891 et rééditée en 1892, il considère en général la question des nationalités et le développement intellectuel des peuples non souverains de toute l'Europe.

Dragomanov, je l'ai déjà dit, était fédéraliste. Démocratie et Fédéralisme étaient les fondements de sa doctrine politique. Et, sur ce point, il était parfaitement logique. La démocratie ne peut s'organiser d'une façon complète que sous un régime fédéral qui permette à tous les organismes sociaux d'exercer intégralement les attributions qui leur reviennent. Son séjour en Suisse ne put que le confirmer dans son opinion. Il considérait comme un idéal la constitution helvétique qui permettait à des peuples si différents, de vivre en pleine concorde dans l'amour d'une patrie commune.

Une œuvre très importante, quoique de peu d'étendue, qui expose d'une façon précise et complète, les idées politiques de Dragomanov, est la brochure qu'il publia en 1884 à Genève, sous le titre de *Vilna Spilka* ou en russe *Volnyĭ Soïouz*, *Union Libre*, et qui fut traduite en plusieurs langues.

Elle porte comme sous-titre : *Essai d'un programme politique et social ukrainien*, mais, en réalité, c'est un projet de constitution pour la Russie toute entière.

D'après l'exposé des principes qui ouvre la brochure, une société sous le nom de *Vilna Spilka* devait être fondée en Ukraine dans le but de travailler à transformer l'Etat russe d'après les principes de la liberté politique.

On voit que Dragomanov tout en travaillant pour la conquête de la liberté et de l'autonomie en Ukraine, n'était pas systématiquement séparatiste. Il n'était pas non plus égoïste et voulait donner la liberté politique à tous les Russes aussi bien qu'à ses propres compatriotes.

La notion de liberté politique comportait d'abord les droits de l'homme et du citoyen, dans un sens plus étendu que celui de la célèbre déclaration de 1791. La liberté de conscience mentionnée d'une façon un peu timide

dans cette dernière déclaration est, au contraire, affirmée d'une manière très nette et très complète.

L'inviolabilité de la nationalité ethnique et de la langue, à laquelle les constituants français ne pensaient certainement pas, est également énoncée et doit s'appliquer à la vie privée et publique.

La liberté absolue des cultes entraînant la disparition des Eglises d'Etat, les autorités officielles n'ayant pas à intervenir dans les questions religieuses.

Le second principe fondamental posé par Dragomanov était l'autonomie administrative à tous les degrés, depuis la commune urbaine ou rural jusqu'à la région, l'Etat étant, ainsi, le groupement harmonieux d'unités libres d'importance croissante.

Une note prévoit la division de la Russie toute entière en 19 régions ou tendances (*oblasti*), plus l'Asie Centrale qui devait être dotée d'une organisation spéciale.

Sur ces 19 régions, une était formée par les provinces baltiques, une par la Lithuanie, une par la Russie blanche, deux par les territoires polonais, trois par l'Ukraine (Kiev, Odessa et Harkov), etc. On voit que Dragomanov admettait que l'Ukraine pût rester, même divisée, dans une Russie constitutionnelle et fédérative.

Les diverses unités administratives : commune, canton (*volost*), arrondissement (*ouïezd*), région, avaient leurs Assemblées élues devant lesquelles étaient responsables tous les fonctionnaires, à l'exception des juges, dont la situation devait faire l'objet de prescriptions particulières.

Les élections auraient eu lieu au suffrage universel, tout citoyen étant électeur et éligible à 21 ans, sauf pour les Assemblées des régions ou de l'Etat, pour lesquelles l'âge de l'éligibilité était porté à 25 ans.

L'auteur remarque que les lois électorales doivent être rédigées de telle sorte que les élus ne représentent pas seulement les habitants de toutes les localités, mais, autant que possible, de toutes les professions, et que la minorité ait ses représentants en même temps que la majorité.

Si l'on songe que *Vilna Spilka* a été imprimée en 1884, ces allusions à la représentation professionnelle et à la représentation des minorités, laquelle exige la représentation proportionnelle, nous montrent encore Dragomanov comme un précurseur, car ces questions si vivement agitées depuis le commencement du xx^e siècle n'intéressaient guère il y a 50 ans.

Le corps législatif de l'Etat comprendrait deux chambres (*doumy*), l'Assemblée nationale (*Gossoudarsvennaia Douma*) nommée directement par les électeurs, dans des circonscriptions ad-hoc et l'Assemblée fédérale (*Soiouznaia Douma*), élue par les assemblées régionales.

Une disposition intéressante était que la Cour Suprême (*Sénat*), composée de membres à vie, nommés par le Chef de l'Etat sur une liste de candidats satisfaisant à certaines conditions de capacité et présentés par l'Assemblée fédérale, avait le pouvoir de décider qu'une loi votée par le Parlement était contraire à la Constitution.

Ce projet attira l'attention des personnages politiques russes. Le ministre Witte l'avait, paraît-il, sur sa table de travail.

Lorsque Dragomanov partit définitivement pour l'Occident, il était mandaté par la Société ukrainienne de Kiev *Stara Hromada*, pour faire connaître à l'Europe les questions relatives à l'Ukraine, par la publication de livres, de brochures, d'articles. Il se consacra entièrement à cette tâche avec une ardeur et une persévérance qui excite l'étonnement et l'admiration

quand on considère, ne fut-ce que la liste, de ce qu'il a produit pendant une période de vingt ans, de son arrivée en Suisse jusqu'à sa mort.

Il se trouvait à Genève dans un milieu particulièrement favorable; dans un pays libre, en contact avec une société éclairée, aux larges idées, à proximité de la France et de l'Italie, en relations faciles avec leurs littérateurs et leurs savants.

Déjà, lors de son premier voyage hors de Russie, il avait essayé de faire connaître la littérature ukrainienne en Italie et en France. En 1873, la *Revista Europea*, de Florence, publiait son étude : *Il movimento letterario ruteno in Russia e Galizia* (1798-1872), et la même année, le journal parisien *La République Française* donnait un article anonyme sur *La littérature rutène*, inspiré certainement par lui et dont la rédaction a été attribuée à Louis Léger.

Un esprit de sa valeur ne pouvait manquer d'être attiré par le grand foyer intellectuel de Paris, dont sa résidence était relativement rapprochée. Aussi, y vint-il assez souvent et put-il se lier avec un grand nombre des professeurs et des écrivains les plus distingués de l'époque, notre grand slaviste, mon vénéré maître et ami Louis Léger, auquel rien de slave n'était indifférent et qui, avec une merveilleuse impartialité savait être sympathique, en même temps, à des peuples qui se détestaient entre eux, le philologue et romantiste Gaston Paris, l'historien Alfred Rambaud, le savant géographe Elysée Reclus, dont le rapprochait la communauté des idées politiques et sociales, et dont il fut le précieux collaborateur pour la partie de sa magnifique *Géographie Universelle* qui traite de la Russie et de l'Ukraine. Parmi les hommes de valeur avec lesquels il fut en rapport et qui, plus d'une fois, utilisèrent ses informations pour leurs propres travaux, on peut encore citer Charles Vogel, Anatole Leroy-Beaulieu, l'ethnographe français Deniker, A. de Gubernatis, Marc Monnier, de Genève, le slaviste anglais Morfill et aussi, le patriarche du socialisme français, Benoît Malon, qui, dans son *Histoire du Socialisme*, consacra un chapitre au mouvement ukrainien.

(à suivre)

Léon LAMOUCHE.



Les Finnois de l'Ingrie sous le joug moscovite

L'ancien Empire des tzars était une immense prison de peuples opprimés. Cette prison existe encore, plus sinistre et plus cruelle que jamais, avec la seule différence que les geôliers actuels agissent aux ordres d'une soi-disant dictature du prolétariat. Lors du terrible écroulement de l'Empire, quelques nations non-russes réussirent à se libérer et à former des Etats indépendants, mais d'autres s'y trouvent de nos jours encore enchaînées. Moscou la Rouge se vante d'avoir donné à ces peuples l'autonomie nationale, mais cette autonomie n'est en réalité qu'un asservissement à l'oppression étrangère. Les Ukrainiens, les Blancs-Russes, les peuples du Caucase et de Turkestan et maints autres jouissent de l'avantage plus que douteux de se servir de leurs propres langues dans l'administration et dans les écoles, tout en mourant de faim sous le régime bolcheviste et tout en voyant d'innombrables compatriotes emprisonnés, torturés et tués par leurs bourreaux ou déportés aux travaux forcés.

Parmi ces peuples restés sous le joug moscovite, il en est de race finno-ougrienne. Dans le Nord et à l'intérieur de la Russie habitent quelques millions de Suriaïnes, de Permiens, de Votiaks, de Tchérémisses et de Mordvines. Ces peuples, dispersés sur un territoire immense et entourés de Russes sont jusqu'à nos jours restés peu développés au point de vue culturel, mais ils n'ont tout de même pas oublié leur langue et les mœurs de leurs ancêtres. Le sentiment national s'est réveillé chez eux ces derniers temps et ils joueront certainement un rôle au moment où se décidera le sort des autres nations opprimées de l'U.R.S.S. Plus avantageuse est la situation géographique, politique et nationale des Caréliens et des Finnois de l'Ingrie, limitrophes de la Finlande. J'ai déjà fait, dans cette revue, un exposé de la question de Carélie (*Prométhée*, juin et juillet 1930). Quelques données sur l'histoire et la situation actuelle des Finnois de l'Ingrie pourront peut-être intéresser les lecteurs.

Les ancêtres de ces Finnois émigrèrent de Finlande en Ingrie au XVII^e siècle, alors que cette province appartenait encore au royaume de Suède. C'étaient des paysans libres, luthériens de religion, qui tenaient de leur patrie finlandaise la tradition suédoise de la libre organisation sociale, l'amour du paysan pour sa terre et le sentiment de la liberté de l'individu. Par la paix de Nystad en 1721, la Suède dut céder l'Ingrie à la Russie. Comme sujets russes, les paysans finnois de l'Ingrie furent soumis au servage. Peu nombreux, ils semblaient condamnés à être dénationalisés par le voisinage de Pétersbourg, la nouvelle capitale construite par Pierre le Grand, au centre de leur territoire, dans les marais à l'embouchure de la Néva. Et pourtant, comme par miracle, ils parvinrent à conserver leur caractère propre, grâce à leur amour pour leur langue originelle et pour l'antique poésie nationale finnoise. Les chansons de l'épopée du *Kalévala* ont survécu; elles sont aux lèvres des Ingriens jusqu'à nos jours. Au commencement de la guerre mondiale, on voyait encore, tout près de Pétersbourg, de nombreux villages finnois, dont la population comprenait à peine



quelques mots de russe. Le luthéranisme et la supériorité culturelle des paysans finnois les séparaient nettement des populations orthodoxes attirées par la grande ville.

Les Finnois de l'Ingrie avaient même réussi à développer leur propre civilisation nationale, malgré les mesures de russification du Gouvernement des tzars. Ils avaient fondé des écoles et des journaux finnois. Les liens culturels entre eux et leurs compatriotes de l'autre côté de la frontière, dans l'autonome Grand-Duché de Finlande, étaient très étroits. La révolution de 1917 leur donna de nouvelles espérances et un joyeux élan à leur mouvement national. Mais le bolchevisme détruisit ces espérances. La Finlande, par contre, réussit, après une guerre sanglante en 1918, à se rendre indépendante, mais l'Ingrie resta en dehors de ce nouvel Etat.

Les paysans finnois de l'Ingrie, fidèles à leurs traditions historiques, se refusèrent à accepter l'évangile communiste. Ils participèrent, les armes à la main, en 1919 à l'offensive des Russes blancs, soutenus par les troupes esthoniennes, contre Pétersbourg. Cette entreprise, comme on sait, échoua. Les rouges restèrent maîtres du pays. La défaite le jeta dans la misère. Des centaines de fermes furent ravagées, les champs ensemencés furent piétinés, le bétail fut pris et emmené. Après la réoccupation du pays, la Tchéka sévit cruellement contre tous ceux qui étaient soupçonnés de connivence avec les révoltés. Mais les sacrifices faits n'avaient pas été tout à fait vains. En luttant courageusement, les Finnois de l'Ingrie avaient montré qu'ils étaient dignes d'être une nation et qu'ils ne voulaient pas s'incliner devant la tyrannie bolcheviste. Les rouges eux-mêmes en avaient été impressionnés. Lorsqu'à la Conférence de la paix, à Dorpat, entre la Finlande et la Russie, les délégués finlandais exigèrent des garanties pour l'autonomie culturelle de leurs frères de race en Ingrie, la délégation soviétique ne pût objecter à ces demandes que les Ingriens étaient restés spectateurs indifférents de la lutte. On ne peut pas ignorer un petit peuple qui a versé son sang pour sa liberté.

Le traité de paix entre la Russie et la Finlande fut signé le 14 octobre 1920. Avant de le signer, la délégation finlandaise obtint de la part des délégués soviétiques des déclarations en faveur des Caréliens et des Finnois de l'Ingrie. Dans mon précédent article, il a été parlé des promesses données aux Caréliens. Voici les termes de la déclaration que fit la délégation soviétique au sujet de l'Ingrie :

« Au nom du Gouvernement de la République Soviétique Fédéraliste Russe, la délégation russe déclare que la population finnoise du Gouvernement de Pétersbourg jouira pleinement de tous les droits et de toutes les prérogatives que les lois de la Russie accordent aux minorités nationales. Ceci se rapporte en particulier :

« 1° Au droit, pour cette population finnoise, d'organiser librement l'enseignement, l'administration communale et intercommunale et la justice locale, dans les limites des lois et des décrets valables pour toute la République;

« 2° Au droit de procéder en commun à toutes les mesures nécessaires pour l'amélioration de sa situation économique;

« 3° Au droit, pour cette population, de se servir, aux fins susmentionnées, des organes représentatifs et exécutifs nécessaires, qui, selon les lois en vigueur, reçoivent de la caisse publique des subventions suffisantes;

« 4° Au droit de se servir librement de la langue de la population

locale en ce qui concerne l'enseignement et aussi les autres affaires intérieures. »

Sous plusieurs rapports, cette déclaration était faible et insuffisante. Le fait que les Ingriens ne jouissent que des droits et des prérogatives que les lois de la Russie accordent aux minorités nationales et qu'ils n'ont le droit d'organiser librement leur vie que dans les limites des lois et des décrets généralement valables pour toute la République, constitue une des stipulations les plus précaires. Mais cela ne signifie pourtant pas que les autorités soviétiques soient libres d'agir comme bon leur semble envers les Ingriens. Du point de vue des lois soviétiques elles-mêmes, les violences commises envers les paysans de l'Ingrie sont impossibles à justifier.

Il apparut bientôt que les promesses données à Dorpat aux Ingriens ne les mettaient, dans la pratique, nullement à l'abri des persécutions. Le régime bolcheviste s'est développé, en Ingrie, avec toutes ses horreurs comme dans les autres parties de l'U.R.S.S. Les écoles ont été transformées en instituts de propagande communiste, la religion luthérienne est persécutée, la plupart des églises sont fermées ou employées comme locaux pour des réunions communistes. Il va de soi que le droit d'organiser librement l'administration et la justice locale, qui, à Dorpat, fut garanti aux Finnois de l'Ingrie, est resté lettre morte sur le papier, seulement la population est complètement à la merci du Guépéou. Les paysans se sont soumis, avec une sourde résignation, à toutes ces injustices. Mais, ce qui les a mis dans un désespoir extrême, c'est la collectivisation de leurs terres.

Les habitants des villages finnois de l'Ingrie sont tous de petits cultivateurs. Leurs fermes ont généralement de 4 à 8 hectares de terres cultivables. Ils ne sont pas contraires à une libre collaboration pour des buts économiques communs, comme le démontre le rapide développement de la coopération agricole depuis le début du siècle, mais ils ont horreur du collectivisme forcé. Il n'est pas étonnant qu'ils s'y refusent. Pour plier les récalcitrants au nouveau régime, les autorités soviétiques déchainèrent en Ingrie une persécution éminemment cruelle.

La méthode est semblable à celle qui est employée dans toutes les autres parties de l'Union soviétique. Tout paysan considéré comme adversaire du régime est accusé d'être « koulak », ou paysan riche, alors même que ses moyens ne justifient aucunement cette appellation. Dès lors, il est mis hors la loi et expulsé de la société. Il ne peut plus devenir membre d'une collectivité, même si, dans sa misère, il en fait la demande. On le grève d'impôts énormes et, s'il ne peut pas les payer, on lui prend son grain, son bétail, ses outils, sa maison. Finalement, sa terre est confisquée et lui-même est envoyé dans les solitudes de la Russie du Nord ou de la péninsule de Kola, dans l'Oural ou en Sibérie, pour travailler, comme un misérable esclave, dans les forêts ou les mines, et y mourir.

La vraie terreur commença au cours de l'hiver de 1929-1930. Au début, on permettait encore aux familles de rester dans leurs maisons, après avoir été dépouillées par le fisc. Puis, on ne se contenta plus de déporter le chef de famille, mais on exila avec lui tous ses proches, sans s'inquiéter de leur âge, de leur état de santé et de leur capacité de travail. Les femmes, les vieillards et les enfants, bien portants ou malades, furent conduits pêle-mêle, comme un troupeau de bétail, à la gare la plus proche; on les enfermait dans des wagons de marchandise et on les emmenait, pour un temps indéterminé, dans des lieux où règne un dénuement sans nom.

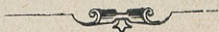
Cette persécution a atteint son point culminant l'hiver et le printemps de 1931. Puis, elle s'est ralentie, pour recommencer ensuite pendant l'hiver et le printemps de 1932. On n'a pas pu recueillir de statistique complète sur ces déportations, mais le nombre des déportés dépasse certainement 20.000 — sur une population finnoise d'à peine 150.000 ! Selon des calculs approximatifs, en 1931, on avait déporté 8.000 personnes environ provenant des huit cantons de l'Ingrie; or, ces cantons forment ensemble une population de 60.000 âmes. Il y a des villages qui sont presque déserts. Dans le village de Rampali, où il y avait 40 fermes, il ne restait plus que 5 hommes au mois de mai dernier.

La situation actuelle en Ingrie est plus que désolante, elle est catastrophique. Des paysans restés libres dans leurs fermes privées sont complètement ruinés. Une grande partie des terres n'a pas étéensemencée au printemps passé. On prévoit une famine terrible l'hiver prochain. Les fermes collectives qu'on a réussi d'organiser sont dans un état déplorable. Pour se maintenir, elles ont dû faire des emprunts à l'Etat et « exproprier » aux paysans libres des semences et du bétail. Dans l'une de ces fermes collectives, tout récemment, trois tracteurs devaient arriver. Un seul arriva et il se cassa après une demi-heure de travail...

Un pays dévasté et ruiné, une grande partie de sa population envoyée en exil et y mourant — tel est le résultat du régime soviétique en Ingrie. Les paysans finnois qui s'étaient avantageusement maintenus sous le despotisme tzariste sont menacés d'être exterminés par les successeurs barbares des tzars. Moscou la Rouge, comme toujours, a oublié les promesses qui avaient été faites.

Mais, nous autres Finlandais, nous n'avons pas oublié. Nous nous disons amèrement que nous avons été trompés à Dorpat. Nos négociateurs de 1920, animés du vif désir de conclure la paix avec un voisin puissant, ne voulaient tout de même pas abandonner nos frères de race de l'autre côté de la frontière. En signant le traité de paix, ils ont cru leur avoir donné, grâce aux déclarations des délégués soviétiques, quelques garanties contre l'oppression nationale et culturelle. Ces garanties, une expérience de douze ans l'a démontré, étaient des chimères. Les Caréliens et les Finnois de l'Ingrie ont été mal traités comme tous les autres peuples non-russes restés sous le joug soviétique-moscovite. Ils partagent — et ils partageront encore — le sort de ces derniers.

TIERA.



En Azerbaïdjan

Nul n'ignore que de nombreux hommes politiques et des journalistes de différents pays visitent la Russie soviétique dans le but de voir de plus près ce paradis soviétique. Et, naturellement, le Gouvernement des soviets leur donne « entière liberté » d'étudier « objectivement » le régime dans sa réalité.

Cependant, l'expérience a montré que les étrangers qui visitent la Russie soviétique et qui ne sont pas convertis à la religion communiste ne peuvent, si bon leur semble, visiter les établissements publics, observer la vie sociale sans être suivis par un tchékiste éprouvé. Tout étranger doit voir ce qui peut être vu, on lui montrera ce que l'on peut montrer. Mais, pour ce qui est de pénétrer parmi les masses, de connaître ses besoins et ses souffrances, l'étranger ne doit pas y songer.

Sans l'étroite surveillance de la Tcheka, un étranger ne peut entrer en rapports avec un « citoyen » de l'U.R.S.S. Toutes les questions doivent être adressées aux communistes et ces derniers y répondront à la manière communiste. En voici un exemple frappant :

Tout récemment, le correspondant d'un journal anglais *Nation* (n° 34-74), Louis Fischer a donné un aperçu de sa visite à la République soviétique d'Azerbaïdjan. Notre infortuné correspondant fut reçu au club Ali Baïramov et un jeune communiste de 15 ans lui donna des informations sur la situation politique de l'Azerbaïdjan et lui exposa l'histoire de cette république. Le Président du Conseil des Commissaires du peuple de la République d'Azerbaïdjan en personne, M. Dadach Bouniat-Zadé, daigna descendre de l'Olympe pour épancher son âme devant le correspondant étranger. De toute évidence, Dadach Bouniat-Zadé étant *persona grata* en Russie soviétique ses déclarations auront certainement un caractère officieux. Le journal ne pourra faire autrement que de compter avec cette déclaration, car si l'on traduit son titre en langue bourgeoise, ledit Dadach Bouniat-Zadé n'est autre que le premier ministre de la République « indépendante » d'Azerbaïdjan. Et voici ce que dit M. Fischer sur son interview : « ... Dadach Bouniat-Zadé est le « starets » des communistes azerbaïdjanais. Notre entretien roula sur la question linguistique en Azerbaïdjan. Le Président du Conseil des Commissaires se plaignait, du fait que le peuple azerbaïdjanien ignorait la langue russe. Malheureusement, dans les écoles, les nouvelles générations portent principalement leur attention sur la langue turke et, du fait que dans les écoles primaires la langue russe n'est pas obligatoire, les élèves ne la connaissent point et par cela même les liens avec la Russie en souffrent. Cette situation demande à être modifiée. Mais, d'un autre côté, nos livres, imprimés en caractères latins, sont très peu nombreux... »

« La politique de russification semble donc enterrée. Actuellement, nous possédons quelques universités et écoles supérieures dont le nombre, à Bakou, s'élève à 16, et nul n'ignore qu'avant le régime soviétique, Bakou ne possédait point d'université. »

Aux diverses questions posées par le correspondant anglais, M. Bouniat-Zadé répondait ainsi qu'il suit :

« Les différentes nationalités qui habitent le territoire azerbaïdjanien remplissent des fonctions politiques proportionnellement au nombre de leurs ressortissants dans le pays. C'est ainsi que l'administration centrale de la République compte 50 % de fonctionnaires turks-azéris, 25 % de russes, 15 % de turks. Les Russes viennent du Nord. Nous en avons un besoin extrême du fait qu'ils sont pour nous des spécialistes dans différents domaines. Grâce à la ligne qui a été tracée par notre grand chef Lénine, notre industrie nationale se développe rapidement. Et n'oubliez pas que rien de semblable n'existait avant le bolchevisme. Nos voisins, Moscou et Tiflis nous prêtent leur appui. Nombre de choses nous font défaut et nous devons combler ces lacunes par un appui extérieur. Moscou pour nous est un étranger, mais il est en même temps notre voisin avec lequel nous sommes alliés. L'administration de la police se trouve dans son entier dans les mains des Turks-Azéris, ce qui était impossible sous le régime tsariste, attendu que même dans les campagnes, les plus petits fonctionnaires étaient russes. Il y a bien une armée soviétique en Azerbaïdjan, mais elle n'a pas le caractère, par exemple, de l'armée anglaise aux colonies. Autrefois, les intellectuels azerbaïdjanais étaient entièrement soumis à l'influence de la Turquie dans le domaine culturel, ce qui s'expliquait évidemment du fait de la communauté de religion. Actuellement, aucune religion n'existe en Azerbaïdjan; l'époque où elle existait est déjà lointaine.. Et comme jusqu'à ce jour une religion existe en Turquie, le Gouvernement soviétique d'Azerbaïdjan ne laisse pénétrer aucune littérature de Turquie. Autrefois, la lumière venait de Turquie; de nos jours c'est le peuple d'Azerbaïdjan et ses intellectuels qui éclairent la Turquie. C'est ainsi que Kemal Pacha a renoncé au port du fez et qu'il a défendu d'en porter, bien que jusqu'à présent les femmes continuent à porter le voile... »

Nous laissons à penser au correspondant du journal anglais l'impression que produisit sur lui la déclaration du « premier ministre ». Quant à nous, nous estimons qu'il est préférable de s'abstenir de tout commentaire, de toute critique de la déclaration de M. Bouniat-Zadé, qui a réservé bon accueil à cet étranger, afin de lui exposer « le véritable état de choses ». Que nos lecteurs jugent eux-mêmes. La justice cependant exige que nous exprimions toute notre indignation, afin de prévenir de nouvelles déclarations tout aussi éhontées d'autres commissaires sur des sujets qui sont loin de la réalité. Exiger du « camarade » Bouniat-Zadé et d'autres commissaires en tout semblables que dans l'exposé sur la situation du pays, ils s'en tiennent à la vérité, est chose impossible, attendu que pour eux c'est tout d'abord une question toute particulière, une question de carrière. Cela nous fait penser à un proverbe azerbaïdjanien qui dit que « le jeu de l'ours est concentré autour d'une noix ». Dadach Bouniat-Zadé fait du zèle. Toute sa politique consiste à recevoir un « merci » du Kremlin et c'est pourquoi demain, s'il le fallait, par ordre de Staline, il créerait de l'Azerbaïdjan un peuple de quinze langues. En principe, M. Dadach Bouniat-Zadé estime que la propagande qui se fait à l'étranger contre « l'Azerbaïdjan soviétique civilisé » est criminelle, que l'Azerbaïdjan se trouve « hors de toute sphère d'influence de Moscou », mais qu'entre eux « existe une alliance ».

Il est un proverbe romain qui dit : « Le monde veut qu'on soit trompé,

eh bien — trompez ». Du moment que M. Bouniat-Zadé est fidèle à ce vieux proverbe romain, il ne lui reste qu'à tromper. Il a certainement mérité de retenir l'attention de M. Louis Fischer, qui a publié sa « déclaration » et qui, dans son article, l'appelle « premier ministre ». De toute évidence aussi, le « premier ministre » lui a déclaré qu'en Azerbaïdjan existent 16 écoles supérieures et qu'un état si florissant de progrès dans ce pays ne saurait être attribué à d'autres qu'à Bouniat-Zadé et à ses chefs. Les lecteurs de la *Nation* ne vont pas manquer d'envier les Turks d'Azerbaïdjan.

HILAL MUNCHI.

Revue de la Presse

La Question Géorgienne au Sénat Tchécoslovaque

« *La Géorgie indépendante* » relate l'incident qui s'est déroulé au Sénat Tchécoslovaque le 23 juin dernier, autour de la question géorgienne. L'incident fut provoqué par l'intervention du sénateur bolchevisant, M. Nedved qui avait adressé au Président du Sénat, le Dr Soukup, de vifs reproches pour avoir présidé le 26 Mai, un banquet géorgien et prononcé des paroles de nature à compliquer les relations amicales existantes entre l'Union Soviétique et la Tchécoslovaquie. M. Soukup ne manqua pas de relever le défi.

L'éminent homme d'Etat Tchécoslovaque prononça un discours clair, précis et foudroyant. Après avoir rappelé clairement le statut international de la Géorgie, cité le traité russo-géorgien, il flétrit l'agression soviétique et, s'appuyant toujours sur la base inébranlable du Droit des Gens, il conclut en ces termes :

« Tel est le statut international de la Géorgie. Aucun changement n'est survenu en droit dans la situation de ce pays. Il subit un changement en fait : au printemps de 1921 l'Assemblée constituante a été dispersée ; après de sanglantes batailles la Géorgie a été occupée par les forces militaires et policières des Soviets et le régime soviétique imposé au peuple. Nombreux sont les hommes éminents et les leaders des partis politiques qui, fuyant la terreur, prirent le chemin de l'exil.

Je crois nécessaire de faire remarquer que dans les rangs de l'émigration géorgienne j'ai fait connaissance avec des hommes d'une rare culture intellectuelle et morale. Je ne fais donc qu'accomplir un devoir humanitaire élémentaire en apportant aide et assistance, dans la mesure de mes faibles forces, à mes amis Géorgiens. Notre République donne le droit d'asile aux émigrés politiques. Ceux-ci peuvent être tranquilles. Je déclare d'une façon positive que jamais nous n'admettrons l'annulation du droit d'asile chez nous, pas plus que des actes inamicaux contre les honnêtes gens. Leur retour dans leur patrie signifierait, dans le régime actuel, la persécution, la torture, la relégation, la prison et la peine de mort, et pour quel crime ? Pour avoir lutté et combattu pour l'honneur et la liberté de la patrie ! »

Un tonnerre d'applaudissements salua cette émouvante péroraison et l'interpellateur ainsi foudroyé, rentra dans les ténèbres d'où il n'aurait pas dû sortir.

Les *Dernières Nouvelles* attaquent rageusement son confrère russe le *Vozrojenie* à propos de la résolution adoptée, comme on s'en souvient, en faveur de la Géorgie par l'Union Internationale des Associations pour la S. D. N.



« D'après le *Vozrodjdenie*, écrit le journal russe, M. Avkcentiev, c'est-à-dire la délégation russe « a quitté honteusement le champ de bataille ». En quoi consiste donc cette honte ? L'Assemblée a adopté une résolution invitant le Conseil de la S. D. N. « à saisir un moment favorable pour rendre à la Géorgie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Le *Vozrodjdenie* comprend-il toute la portée de cette résolution ? La résolution géorgienne se référerait au précédent de 1921, lorsque, dans l'ordre international l'indépendance de la Géorgie a été reconnue. Or, « le moment favorable » pour le rétablissement de cette indépendance, dans la conjoncture actuelle, veut au fond dire conflit militaire. »

Les *Dernières Nouvelles* sont dans leur rôle : elles embrouillent la question et déforment la vérité. C'est la S. D. N. elle-même qui, en 1922 et 1924, prit des résolutions où il est dit notamment : « saisir le moment favorable... afin de rétablir par des moyens pacifiques et conformes aux règles du droit international, une situation normale dans cette partie du monde. » Mais ce sont justement les « règles du droit » qui sont insupportables aux journaux russes.

*
**

La *Controverse* (N 2) rapporte un curieux incident qu'a eu M. Rappoport, bolchevik bien connu, au cours d'une conférence publique. Ayant prononcé un discours dithyrambique à l'adresse du bolchevisme « appelé à sauver le monde de toute sorte de misère et de servitude », M. Rappoport eut la surprise de voir se dresser une jeune auditrice qui lui posa des questions les plus embarrassantes. Acculé au mur l'apôtre bolchevik dut accumuler mensonge sur mensonge... Mais cédon la parole au journal :

UNE AUDITRICE. — Je voudrais demander au citoyen Rappoport si le marxisme reconnaît aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes ?

RAPPOPORT. — C'est évident.

L'AUDITRICE. — Alors, je demande une explication : pourquoi la Russie Soviétique, après avoir, en 1920, reconnu la Géorgie libre et indépendante, l'a-t-elle envahie en 1921 ? Pourquoi a-t-elle violé sa parole ?

RAPPOPORT. — Sur la question de la Géorgie je serai très bref, étant donné l'heure avancée, votre fatigue et la mienne ! Il n'y a qu'une question essentielle qui m'a été posée, c'est la Géorgie. Le bolchevisme s'est maintenu malgré les formidables obstacles qu'il a rencontrés en grande partie parce qu'il a donné à ses peuples qui couvrent un sixième du globe, le droit de disposer d'eux-mêmes. Quant à la Géorgie, la question s'est posée comme cela : les richesses géorgiennes, surtout le pétrole, doivent-elles appartenir aux capitalistes riches et étrangers ou au peuple, aux paysans et aux ouvriers géorgiens ? Cela suffit pour expliquer l'occupation de la Géorgie.

L'AUDITRICE. — C'est faux, c'est faux !

RAPPOPORT. — Et ce sont les bolcheviks géorgiens, avec l'aide des bolcheviks russes qui ont donné le pétrole géorgien au peuple géorgien.

L'AUDITRICE. — Ce n'est pas vrai ! Ce n'est pas vrai !.. (*Bruit divers*).

La séance est levée.

M. Rappoport a au moins le mérite de franchise... cynique.

*
**

Thémis qui n'ose pas ?...

Sous ce titre, le *Courrier de Genève*, consacre un émouvant article à « une affaire qui traîne depuis quatre ans » :

C'est l'affaire Chavichvily contre Nicole, introduite au Tribunal de 1^{re} instance en septembre 1928. Nous avons, à l'époque, entretenu nos lecteurs de ce conflit qui

met aux prises un socialiste géorgien, défenseur ardent de sa patrie opprimée par Moscou, et le rédacteur en chef du « Travail » qui a pris fait et cause pour les oppresseurs soviétiques. L'attitude de M. Nicole est d'autant plus étrange qu'en 1924 encore son journal manifestait toute sa sympathie « à l'égard du peuple géorgien qui, en changeant de maîtres, ne fit que changer de bourreaux ». Dès lors, il s'est mis du côté des bourreaux, tandis que M. Chavichvily, comme bien l'on pense, restait sur ses positions. On aurait pu comprendre à la rigueur que M. Nicole, pour des raisons d'opportunité révolutionnaire qui seraient dans la logique de son système, conseillât aux patriotes géorgiens de ne plus entrer en lutte violente contre Moscou, tout en réclamant des Soviets une politique plus équitable. En tout état de cause, et quel que fût le sort de semblables conseils, le « Travail » se devait absolument de respecter les socialistes géorgiens qui combattent pour la libération de leur pays. Il n'en fit rien. Les dieux ont soif. Il faut aux « bourreaux » des louanges. Le loup exige que l'agneau soit vilipendé. Le « Travail » y pourvut par une campagne savamment graduée de suspicions, de dénigrements et de calomnies, et cela en contradiction flagrante avec les instructions de la II^e Internationale et du Parti socialiste suisse. M. Chavichvily dénonça ces agissements dans une petite revue qui se publie à Paris, « *Prométhée* ». Cela lui valut une avalanche d'insultes et d'accusations basement diffamatoires. Après avoir parlé de la « canaillerie journalistique » de ce « triste Monsieur », et de ses « protections pour le moins étranges », on lui signifia qu'il allait « recevoir enfin le commencement de la correction qu'il mérite depuis si longtemps ». Pour finir, M. Chavichvily devint naturellement « le serviteur des capitalistes » et on l'empêtrola congrûment. Sans l'ombre d'une preuve, bien entendu : il s'agissait avant tout de discréditer, de déshonorer un « camarade » qui gênait la manœuvre bolchévisante.

L'attitude de M. Nicole dans toute cette affaire est absolument indéfendable. Elle est révoltante. Il attaque dans son honneur un homme dont la haute probité, la fière pauvreté, le dévouement inlassable à sa patrie opprimée lui sont parfaitement connus. Et il le fait pour la seule et unique raison que cet homme persiste à dénoncer ceux que le « Travail » lui-même, en 1924, nommait les « bourreaux » de son pays. L'incroyable courtoisie où il est tombé vis-à-vis de la dictature soviétique commande sa conduite. C'est ainsi que s'est engagée et prolongée une campagne qui déshonore non pas les patriotes géorgiens et M. Chavichvily en particulier, mais M. Nicole lui-même et son journal.

Si l'attitude de M. Nicole est inique, celle de la justice est pour le moins étrange. Nous nous permettons de demander à M. le juge Marino, saisi de l'affaire dès ses débuts, à quoi riment les délais sans cesse octroyés au « Travail » depuis quatre ans ? Ces sollicitations multipliées et toujours suivies d'effet marquent de la part du défendeur un souci bien symptomatique de tirer l'affaire en longueur. Mais pour quels motifs la justice se prête-t-elle à ce jeu ? « Un jugement préparatoire » a été enfin obtenu le 14 janvier dernier. Il est plus que dérisoire. Le « Travail » peut le commenter en ces termes : ... « Le Tribunal admet que Chavichvily ne peut s'en prendre qu'à lui-même pour les sévères leçons que crut devoir lui infliger notre rédacteur en chef. »

Le « Genevois » du 4 juin dernier, refusant de croire à la possibilité d'un jugement sur la foi du « Travail », écrivait :

« Nous avons parlé, dans notre numéro du 10 février dernier, de l'affaire Chavichvily qui traîne depuis quatre ans. Nicole-Nicoulaz a passé comme chat sur braise. Et, fait encore plus inquiétant, le juge intéressé (*M. Marino, Réd.*) semble avoir fait également la sourde oreille. Nous avons exprimé alors la conviction qu'il ne se trouverait pas de juges au Palais de justice qui suivraient les noyauteurs soviétiques pour saper la justice. Aurions-nous tort ?

Qu'allègue M. Nicole ?

Tout d'abord des histoires — fausses — tendant à faire croire que M. Chavichvily est un pseudo socialiste fortement suspect dans les milieux de la II^e Internationale et du Parti socialiste suisse. Fussent-elles exactes, ces histoires n'ont réellement aucun rôle à jouer dans l'affaire. Le tribunal n'a pas à apprécier le degré d'orthodoxie socialiste de M. Chavichvily ou de M. Léon Nicole (qui, lui, est nettement hérétique). Il doit se prononcer exclusivement sur la question de diffamation.

M. Nicole, sur ce point, se déclare diffamé parce qu'il a été traité de soutien des Soviets.

Est-il possible qu'un juge tant soit peu informé de ce que publie le « Travail » ait pris le change là-dessus ?

Les faits crient que M. Nicole est un suppôt des Soviets !

Le « Volksrecht » de Zurich l'a clairement déclaré en traitant M. Nicole de « bolchévik camouflé ».

Le conseiller national socialiste GrosPierre l'a dit vertement dans la « Sentinelle ».

Le « Genevois » l'a crié sur tous les tons pendant des mois.

Le « Journal de Genève » en a fait autant.

Le « Courrier » l'a proclamé à cent reprises avec preuves à l'appui.

Si M. Nicole s'estime diffamé, pourquoi donc n'attaque-t-il pas tous ces journaux en justice ? Il s'en garde bien, parce qu'il n'ignore pas qu'il serait immédiatement confondu de la manière la plus éclatante.

Il n'y a pas ombre de diffamation dans les articles de M. Chavichvily. Par contre, ceux de M. Nicole sont un tissu d'insultes et d'accusations déshonorantes que rien ne justifie et qui tombent INCONTESTABLEMENT sous le coup de la loi.

On nous dit que M. le juge Marino rendra son jugement définitif avant les vacances judiciaires. Le « jugement préparatoire » qu'il a rendu le 14 janvier ne nous inspire aucune confiance quant à l'issue de cette affaire en première instance. Quoi qu'il en soit, elle ira son cours. Cet article tend à signifier à qui de droit qu'elle sera suivie de près, et que l'opinion publique en connaîtra toutes les phases.

CHRONIQUE

AZERBAIDJAN

Pourparlers sur la question du naphte

De Berlin, on annonce un arrêt dans les pourparlers engagés entre les compagnies anglo-américaines de pétrole et le Gouvernement soviétique. Cet arrêt serait dû aux machinations soviétiques. Ledit Gouvernement espérant toujours arriver à une entente avec l'Allemagne en ce qui concerne la livraison de grandes quantités de naphte pour couvrir les dettes contractées dans les firmes allemandes par les Soviets. Cependant, les milieux soviétiques prétendent qu'en ce moment aucune négociation n'est en cours sur la question du naphte.

*
**

Naphte soviétique pour les Indes

Le *Times of India*, de Bombay, du 8 juillet, publie une déclaration faite par le directeur d'une nouvelle compagnie pour l'importation du naphte aux Indes. De cette déclaration il ressort que le naphte serait exporté de Russie par le port de Batoum et que le financement de l'entreprise serait assuré par des capitalistes de l'Inde. Cette compagnie, basée sur une collaboration indo-soviétique, se propose de faire concurrence à la Standard Oil et à la Birma-Shell Oil. Les premiers envois de naphte sont incessamment attendus à Bombay.

La conférence du naphte

Le secrétariat de la conférence du naphte informe que les questions d'ordre général de la conférence sont terminées et que le texte d'un accord éventuel de détail est en voie d'élaboration.

D'après certaines sources, l'unique résultat de la conférence sera une amélioration des rapports entre les compagnies américaines et anglo-hollandaises. De ce fait on envisage la possibilité de hausser les prix du naphte et sous-produits en Europe.

D'autre part, selon le *Temps*, un accord entre les compagnies anglo-américaines et roumaines ne semble pas impossible. Dans le cas où il se réaliserait, des délégués soviétiques se rendraient à Paris pour y engager des négociations.

Un grand journal parisien prétend qu'un accord touchant à l'augmentation des prix du naphte sur le marché européen a été réalisé. La Russie soviétique n'a pas pris part à cet accord.

*
**

Situation troublée à Bakou

De Bakou on annonce que les bruits de guerre se font de jour en jour plus nombreux. Des travaux de fortifications de la ville, sur terre et sur mer, se poursuivent; la grosse artillerie est mise en position ainsi que les canons de zénith. Les bolcheviks organisent des meetings, préparent la population au cas où une guerre éclaterait et lui enseignent les moyens de se préserver des gaz asphixiants. L'Osoaviakhime a déjà pris ses dispositions.

*
**

Situation désastreuse

Le journal *Istiklal* publie des informations qui lui sont parvenues d'Azerbaïdjan et selon lesquelles la situation serait devenue catastrophique dans les villes et dans tout le pays en général. La population vend tout ce qui peut être vendu pour s'acheter un morceau de pain. Les étoffes ont disparu du marché. Pour avoir une idée de la cherté de la vie il suffit de dire qu'un poud de beurre coûte 800 roubles et un poud de blé 200 roubles.

*
**

La situation des ouvriers

De jour en jour la situation des ouvriers ne cesse d'empirer, augmentant d'autant leur mécontentement envers le régime. Toute leur préoccupation consistant à se procurer un morceau de pain, le travail s'en ressent. Au lieu de porter toute leur attention sur le fonctionnement des machines pendant le travail, ils devisent entre eux sur les difficultés de la vie, envisageant la manière dont leurs

femmes pourraient se procurer les produits de première nécessité dont ils ont un pressant besoin.

*
* *

L'état de guerre au Caucase

D'après le journal allemand *Turkisch Post*, paraissant à Istamboul, les nouvelles reçues de Moscou signalent que le Gouvernement soviétique a déclaré l'état de guerre au Caucase. Cette mesure a été prise par crainte du mouvement insurrectionnel au Caucase. En raison de cette éventualité, les meilleures sections de la Tcheka, les « Tchon » ont été envoyés sur les lieux. Le *Djumhouriet* attribue ces mesures à la crainte d'une guerre.

*
* *

La terreur

En raison des actes de sabotage effectués par les paysans dans les champs de coton, le Gouvernement soviétique a pris des mesures répressives envers ces derniers. Craignant que la famine dont ils se sentent menacés ne les atteigne, les paysans ont semé du blé au lieu du coton. Il en est résulté des conflits sanglants entre tchékistes et paysans. Pour faire peur à la population paysanne, les tchékistes ont fusillé certain Mechedi-Kadim Salman et douze autres villageois au lieu dit Chemkir dans le vilayet de Guendjé. De plus, le chauffeur d'un tracteur de kolkhoz nommé Stepan Artourian, et le gérant d'une coopérative locale nommé Mehi Oglou Yousouf, ont été également fusillés.

*
* *

CAUCASE DU NORD

L'activité des insurgés montagnards

Les dernières informations reçues signalent que la terreur antisoviétique parmi les Montagnards du Caucase n'a pas de trêve. Tout récemment, dans l'Aoul Kardjine (Ossétie du Nord) un certain Kaïssin Morgati, Kolkhozien actif et communiste a été tué. Ce Morgati, contrairement aux lois de l'Adat (droit usager) contraignait les femmes du village à se rendre aux travaux des champs et à y passer la nuit. Le meurtrier est un proche parent de la victime nommé Pchemakhko Morgati, lequel a commis cet acte en vertu d'une décision des anciens de sa tribu; arrêté, il a été fusillé par les autorités soviétiques.

Dans cette même région, un groupe d'insurgés montagnards a massacré le chef de la section punitive de la milice régionale, Grégoire Atarov. Le détachement qu'il commandait s'est aussitôt dispersé, abandonnant son chef sur les lieux de l'action. Le groupe d'insurgés s'est retiré sans être autrement inquiété, dans les montagnes.

Dans les kolkhoz de la Tchetchnie

Les labours et les semailles dans le rayon de Chali se sont effectués très lentement. C'est à peine si les labours ont atteint 5.000 hectares, alors que le plan prévu était de 29.846. La cause en est à ce que toutes les charrues n'ont pas été utilisées, à un manque de direction de la part des cellules de partie et des soviets ruraux, d'instructions aux gens des kolkhoz, etc. (*Groznenski Rabotchi* 4-5.)

*
**

En plein arbitraire

La direction rurale du parti du village d'Avtouri, rayon de Chali, a défendu à tous les gens des kolkhoz d'ensemencer et de cultiver leurs jardins. Ces derniers ayant contrevenu à cette interdiction, le secrétaire du parti, le président du soviet rural, le président des trois kolkhoz et le chef de la milice envoyèrent un détachement armé sur les lieux. Quarante vergers furent détruits, 800 arbres fruitiers furent sciés et brûlés. (*Groznenski Rabotchi*, 22-4.)

*
**

De l'état des tracteurs

Le secrétaire de la cellule du parti du silo tchetchène a déclaré ce qui suit au cours d'une réunion de la 5^e section du sovkhos : « Il est impossible d'exécuter le plan avec nos tracteurs qui s'en vont pièce par pièce ainsi que les plumes d'un coq. » (*Molot*, 4-5.)

La richesse du sous-sol dans le Nord du Caucase

Au cours du premier plan quinquennal, une grande quantité de gisements de houille, de fer et de minerais divers ont été découverts. Les plus importantes de ces richesses sont le « Nouveau Donbas » qui n'est autre que la continuation du bassin du Don; le nouveau bassin souterrain de naphte dans le rayon des puits de naphte de Grozno; les gaz brûlants du rayon de Grozno et du Daghestan. Les réserves de plomb et de zinc des mines de Sadon ont augmenté de dix fois. Dans l'Ossétie du Nord deux nouveaux gisements de plomb, de zinc, de cuivre ont été mis à jour, notamment à Bouron, à Danifars; on évalue ces réserves à

1,5 millions de tonnes. Des filons aurifères et de platine ont été découverts entre le Kouban et la Biélaïa et l'éventualité d'une industrie nouvelle dans le Caucase du Nord est déjà envisagée. La présence de métaux rares, tels que wolfram, bismuth, molybden, vanadium, etc., a été révélée. Du minerai de fer dans lequel entre du nickel, et quelques autres métaux, laisse entrevoir la possibilité d'organiser la production d'un métal de qualité. L'argile réfractaire, la silice, la pierre à ciment, le tripoli, la marne, etc., trouveront leur emploi dans la fabrication du verre, comme matériaux de construction, etc. Ces dernières années de puissantes veines de zinc, de plomb, de cuivre analogues aux gisements du versant oriental de l'Oural ont été repérées dans le Caucase du Nord. Il en est de même des couches de granit et de serpentine avec traces d'or ou de platine. (*Ekonomitcheskaja Jizn*, 12-5.)

UKRAINE

Un appel de l'Association ukrainienne pour la Société des Nations

De tristes nouvelles arrivent de l'Ukraine : la famine règne dans ce riche pays. Les correspondants ukrainiens et étrangers sont unanimes à confirmer ce fait.

Les paysans ukrainiens quittent leurs villages, se dirigent vers les gares pour prendre d'assaut les trains afin de partir à la recherche du pain. Des villages entiers sont abandonnés, d'autres plus ou moins approvisionnés sont au contraire surpeuplés. Des milliers de paysans affamés accourent dans les villes en quête de pain.

Il est impossible d'établir exactement les proportions de cette nouvelle misère, mais les faits cités sont incontestables. La presse soviétique n'en parle point, mais une commission spéciale, ayant à sa tête M. Molotov, Président des Commissaires du peuple de l'Union, est arrivée pour faire une enquête sur place. D'autre part, un nouveau procès vient d'être commencé à Kharkov : trente-quatre communistes sont accusés d'avoir provoqué par leur mauvaise administration l'échec du plan des semailles.

Comment expliquer l'existence de la famine en Ukraine ?

Quoique la récolte de l'année 1931 n'ait pas été brillante, elle ne pouvait aucunement être la cause de la famine, d'autant plus que celle de 1930 était excellente. Ainsi, en temps normal, les paysans auraient pu garder l'excédent de production et éviter ainsi la famine actuelle.

Mais le stockage du blé organisé par l'Etat a complètement privé les paysans de cet excédent. En 1931 la quantité de blé obtenue par l'Etat en Ukraine a été cinq fois plus grande que celle de 1929, tandis que la superficie ensemencée n'avait augmenté, d'après les données de la statistique officielle, que de 6 ou 7 %.

On se demande où se trouvent les stocks énormes des céréales que le pouvoir soviétique avait accumulés pendant ces dernières années. Si grande que soit l'exportation à l'étranger, elle ne dépasse pas 650 millions de pouds, d'après les statistiques de 1930-1931. Ainsi les économistes évaluent que la quantité de blé restée dans le pays même atteint au moins *un milliard de pouds*. Il est évident qu'avec cette quantité de blé le pouvoir soviétique aurait pu mettre fin à la famine en Ukraine. Mais, comme aucune mesure n'est enregistrée jusqu'à présent, on se demande : est-ce une négligence criminelle ou bien les stocks ont-ils depuis longtemps passé sur le marché libre et disparu de la circulation. Certains disent que ces stocks sont gardés en cas de guerre.

*Assemblée de l'Union des Associations pour la Société des Nations à Paris
Les débats sur le désarmement et la proposition ukrainienne*

Au cours de la XVI^e Assemblée plénière de l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations, qui a eu lieu du 2 au 9 juillet à Paris, la délégation ukrainienne a présenté un projet de résolution sur le problème du désarmement. La délégation ukrainienne a cru nécessaire d'attirer l'attention de la Conférence du Désarmement sur le fait qu'il ne suffit pas de limiter et de réduire le matériel de guerre de chaque Etat mais qu'il faut également tenir compte du fait que certains Etats, tout en acceptant la limitation de leur propre armement, peuvent parfois soutenir l'armement d'autres pays moins développés au point de vue industriel, en créant dans ces pays, pour des raisons politiques ou économiques, des usines spéciales, en envoyant leurs techniciens qualifiés, en soutenant ces entreprises par de larges crédits. Ce matériel de guerre peut non seulement servir au pays même dans lequel il est produit, mais il peut également constituer une sorte de dépôt d'armement pour le pays qui a suscité cette production.

Ayant en vue ces principes, la délégation ukrainienne proposa à l'Assemblée les quatre points suivants :

1° Que la responsabilité de la production du matériel de guerre dans un pays incombe non seulement aux pays de production, mais également aux pays qui l'ont suscité;

2° Que l'Etat est responsable pour le travail technique de ses ressortissants dans les usines étrangères pouvant servir à la production du matériel de guerre et que cette responsabilité est particulièrement grave quand il s'agit de techniciens militaires se trouvant en service actif ou en état de réserve;

3° Que l'activité des sociétés financières, industrielles ou commerciales ayant pour but l'encouragement de la production du matériel de guerre dans un pays étranger doit être soumise au contrôle de l'Etat et de la Société des Nations;

4° Que ce contrôle doit être spécialement appliqué quand il s'agit de la création par d'autres Etats d'une industrie militaire dans un pays ne faisant pas partie de la Société des Nations, ou même hostile à celle-ci, et qui, pour des raisons géographiques et politiques, est surtout réfractaire à un contrôle direct dans le pays même.

Mais, le lendemain, au moment du vote de la résolution en question par l'Assemblée plénière de l'Union, un nouveau texte remplaçant celui qui avait été admis par la Commission fut proposé d'un commun accord par les délégations américaine, britannique, allemande, polonaise et française. Les délégations italienne et roumaine ont donné également leur adhésion. Ce texte fut ainsi conçu : « Les limites fixées dans la Convention doivent être appliquées à tous les armements nationaux quels qu'en soient l'origine ou le lieu de fabrication. »

* * *

Les débats sur le travail forcé en U.R.S.S.

La XVI^e Assemblée plénière de l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations qui s'est tenue à Paris, a été saisie d'un projet de résolution dirigé contre le travail forcé en U.R.S.S. et qui donna lieu à de très vifs débats. Présentée par le rapporteur, M. Alexandre Choulguine, président de la délégation ukrainienne, la résolution a été entièrement soutenue par les délégués russes MM. Avksentiev et Paul Milioukov, ainsi que par le délégué géorgien M. Chavichvili et le délégué polonais M. Lipociewicz. Malgré l'opposition des délégations hollandaise et britannique, la Commission économique approuva la résolution

qui, néanmoins, rencontra de nouvelles difficultés au sein de l'Assemblée plénière.

Une vive discussion s'engagea. Certains délégués en réclamant l'ajournement préconisaient qu'ils fallait citer non seulement l'U.R.S.S. mais également les autres pays et notamment certaines colonies où le travail forcé paraît être pratiqué.

La question préalable pour l'ajournement étant posée, neuf délégués ont voté pour, huit contre. La question a donc été renvoyée à l'étude du Comité de l'Est européen.



GEORGIE

« La Peau de Léopard »

M. Rézo Gabachvili a remporté un succès considérable par une conférence qu'il a faite, le 3 Juillet dernier, sur le célèbre poème de Roustavéli *La Peau de Léopard*. Conférence claire, profonde et pleine d'aperçus historiques et littéraires. Quelques traits empoisonnés furent lancés contre les dénigrants bénévoles du poème. « L'œuvre de Roustavéli, s'écria le conférencier, œuvre tant aimée et tant admirée depuis le XII^e siècle par le peuple Géorgien, parut à une époque où l'Europe tout entière, malgré l'héritage sublime qu'elle avait reçu de l'antiquité, n'avait rien créé de pareil dans le domaine intellectuel. Cela prouve que le génie géorgien, étouffé jusqu'à présent par les hordes barbares forcera l'admiration du monde en même temps que la porte de l'avenir. »

Cette émouvante péroration fut accueillie avec des cris de joie et des bravos.



Trois Conférences à Oxford sur l'Eglise Orthodoxe Géorgienne

Le Rév. Dr G. Peradze, prêtre de la paroisse orthodoxe géorgienne à Paris, a fait à Oxford, sur l'invitation de « The Board of Management », les 4, 6 et 11 mai dernier, trois conférences en anglais sur l'histoire, les monuments et la littérature liturgiques de l'Eglise Orthodoxe de Géorgie. Ces conférences paraîtront bientôt en français. (*Ecclesia*).



E5114E
1932